



Quels sont les changements un an après la grande mobilisation ?

La crise sanitaire ne s'est pas arrêtée, les restructurations et fermetures de place non plus. Notre département en est l'illustre exemple avec des fermetures de lits au grès du personnel disponible ou par choix économique. La gouvernance ultra libérale continue et aucune leçon n'est retenue de ce qui s'est passé. Les projets d'hier sont toujours d'actualité. Ils sont dictés par des politiques d'austérité où la réponse aux besoins disparaît aux profits de réaliser des économies sur le dos des salarié.es et des usager.ères.

Les conditions de travail continuent de se dégrader, les méthodes managériales délétères continuent de faire des dégâts sur tous les professionnel.les quels que soient leur statut, leur métier et leur lieu d'exercice.

Accepteriez-vous d'être obligé de mettre une application sur votre portable pour être joignable à tout moment sans contrepartie par votre cadre ?

C'est le cas dans certains services des Hôpitaux des Hautes-Pyrénées qui est contraire à la réglementation !

Les professionnel.les sont épuisé.es, mais aucune reconnaissance !

Ah si, le SEGUR a permis d'augmenter certains, mais pas tous. Rien sur les embauches ou l'amélioration des conditions de travail.

Allons-nous continuer et accepter de travailler dans de telles conditions ?

Personne ne remet en doute le rôle essentiel et vital que nous avons toutes et tous dans nos établissements, sauf le Gouvernement !

TRAVAILLER OUI MAIS TRAVAILLER BIEN !

Notre santé physique, mentale et sociale, c'est pouvoir travailler dans de bonnes conditions pour continuer à effectuer nos missions pour le bien de la population !

Le 15 JUIN, Salarié.es du Privé et Agent.es du Public avec les Usager.ères, ENSEMBLE pour dire NON aux politiques qui détruisent nos conditions de travail, notre santé et diminuent la qualité de prise en charge des citoyens.

Nous revendiquons :

- 📣 Revalorisations SEGUR => Egalité de traitement à tous les salarié.es afin de rendre attractifs les secteurs de la santé, du social et du médico-social ;
- 📣 Une vraie reconnaissance de nos métiers, nos qualifications et de notre utilité ;
- 📣 Reconnaissance de la Covid-19 en maladie professionnelle sans perte de salaire
- 📣 Des embauches massives pour améliorer nos conditions de travail ;
- 📣 Arrêt de la marchandisation de la santé et de l'action sociale ;
- 📣 Financement de haut niveau pour répondre aux besoins des populations par la Protection Sociale ;
- 📣 Respect de la réglementation ;

Rassemblement à 15h00 à Tarbes

**=> Délégation Départementale ARS Occitanie des Hautes-Pyrénées
(Cité Administrative Reffye 10, Rue de l'Amiral Courbet)**



Fédération de la Santé et de l'Action Sociale

Olivier VERAN

Ministre des Solidarités et de la Santé
14 avenue Duquesne
75350 PARIS 07 SP

**A l'attention de Monsieur RIBET et Monsieur DELMAS
DGOS**

Objet: Préavis de grève

Montreuil, le 31 mai 2021

Monsieur le Ministre,

Nous avons l'honneur de déposer auprès de vous un préavis de grève national pour **le 15 juin 2021** conformément aux articles L.2512-1 et L.2512-2 par le Code du travail.

Pour les agents soumis à des services continus et dont les horaires d'embauche et de débauche débordent les jours et horaires précités, le préavis doit couvrir les agents en amont et en aval de ces journées.

Nous attirons votre attention sur le fait que ce préavis est valable pour l'ensemble des personnels médicaux et non médicaux relevant des établissements, notamment :

- **Les établissements sanitaires et sociaux, médico-sociaux de la fonction publique hospitalière,**
- **L'Établissement Français du Sang et activités de transfusion sanguine (E.F.S.) – (établissement public national) créé par le décret n°99-1143 du 29/12/99 et la loi n°98- 535 du 01/07/98 relative au renforcement de la veille sanitaire et du contrôle de la sécurité sanitaire des produits destinés à l'homme.**
- **Les ESPIC, CLCC et les établissements privés ou services sanitaires sociaux et médico-sociaux chargés de la mission d'un service public (art. L.2512-1 et L.2512-2 du Code du travail ; Art. L.6112- 3 et L.6161-5 du Code de la santé publique)**

Le 15 juin 2021 de zéro heure à minuit, les personnels des secteurs publics et privés de la santé et de l'action sociale se mobiliseront pour obtenir :

- **Augmenter considérablement nos salaires pour rendre attractifs nos métiers et éviter la fuite de collègues pour d'autres pays qui rémunèrent mieux.**
- **Un véritable plan Emploi Formation pour former, recruter du personnel et améliorer nos conditions de travail pour éviter les démissions de collègues qui se multiplient dans la période car « cassés » par la pénibilité du travail.**
- **Travailler moins de 32 h, pour travailler mieux et pour des emplois pour toutes et tous!**
- **Le développement d'une fonction publique de santé et d'action sociale pour dire STOP à la privatisation et à la marchandisation de nos secteurs d'activités !**
- **Que tou.te.s les professionnel.le.s du secteur sanitaire, social et médico-social sans distinction public/privé bénéficient immédiatement de 300 € nets MINIMUM intégrant les 183 € du SÉGUR sous forme d'une augmentation de la valeur du point dans le privé ou de l'indice dans le public.**
- **Une refonte complète des grilles de classification visant une réelle reconnaissance des qualifications et la fin des inégalités entre les métiers à prédominance féminine et masculine.**
- **Des recrutements en nombre suffisant pour permettre une prise en charge de qualité des bénéficiaires et l'amélioration des conditions de travail."**
- **L'amélioration des conditions de travail et de vie, les moyens de protection ainsi que le matériel et les outils nécessaires pour exercer en toute sécurité,**
- **L'amélioration des conditions de travail et de vie, les moyens de protection ainsi que le matériel et les outils nécessaires pour exercer en toute sécurité,**
- **La titularisation et la résorption des emplois précaires,**
- **L'abrogation des journées de carence dans e secteur public et privé,**
- **La défense et l'amélioration des avantages acquis statutaires, conventionnels et locaux, etc...**
- **Le respect des libertés et droits individuels, collectifs et syndicaux,**
- **Le financement à la hauteur des besoins de la sécurité sociale, avec un système de santé, de protection sociale et des services publics qui répondent aux besoins de la population,**
- **Le droit au départ à la retraite à 60 ans pour tou-te-s à taux plein, la reconnaissance de la pénibilité entraînant un départ anticipé à la retraite pour tou-te-s les salarié-e-s de la santé et de l'action sociale public/privé**

- **L'augmentation immédiate des retraites de 300 euros, pas de pension inférieure au SMIC (1800 euros), la fin de la décote et la prise en compte des années d'études:**
- **L'arrêt de toutes les fermetures de lits, de services, d'établissements et d'hôpitaux, et l'exigence au contraire de réouvertures et de créations de structures**
- **L'arrêt des plans d'économies dits « plants de retour à l'équilibre » qui se traduisent systématiquement par des suppressions de postes**

Dans le cadre de la catastrophe sanitaire COVID-19 les personnels exigent :

- **Le matériel de protection comme les masques, le gel hydro alcoolique, ainsi que les autres matériels barrières essentiels pour la sécurité des personnels et des usagers**
- **Le dépistage par test du COVID-19 pour tou-te-s**
- **La réquisition des industries pour constituer un stock nécessaire de fabrication des matériels barrières et de médicaments**
- **Le respect du choix de la pose de leur congés, repos, RTT et CET**
- **La revalorisation des heures supplémentaires et du CET**
- **La reconnaissance en maladie professionnelle de tous les personnels atteint du COVID-19**

Dans l'attente, nous vous demandons de prévenir les chefs d'établissements visés par la réglementation précitée afin de les rendre au respect du droit de grève, à commencer par l'application pleine et entière des dispositions du Code du travail en matière de négociation préalable ou de concertation prévue par la circulaire n° 2 du 4 août 1981.

Notre Fédération CGT Santé, Action Sociale rappelle que ses organisations savent prendre leurs responsabilités pour assurer la sécurité et les soins aux malades dans la limite des moyens humains et matériels.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de nos sentiments distingués.

Julie MASSIEU,
Co-animatrice espace revendicatif